

Dans les écoles roumaines sont arrivé·es ces dernières années un grand nombre de petit·es réfugié·es. Entre la barrière de la langue et les traumatismes, enfants, parents et écoles essaient de s'adapter

DE LA GUERRE AU PUPITRE

KRISTEN ANGER, BUCAREST

Roumanie ► Sahar*, trente-naire élégante dans sa veste en jean façon kimono, est fière. En juin dernier, ses enfants «ont été acceptés en classe supérieure». La veille de leur seconde rentrée en Roumanie, «ils étaient si contents d'y retourner qu'ils m'ont demandé de repasser leur tenue», plaisante-t-elle. Un soulagement pour cette mère de famille gazaouie, originaire de Rafah, arrivée à Bucarest en décembre 2024 avec ses six enfants alors âgés de 2 à 13 ans.

Près de 2,9 millions d'élèves ont fait leur rentrée le 7 septembre en Roumanie. Comme les enfants de Sahar, un certain nombre d'entre eux et elles portent sur leurs jeunes épaules le poids de la guerre, des traumatismes et de l'exil forcé.

C'est parce que son fils était atteint d'un cancer que Sahar a pu quitter Gaza, où la destruction systématique par Israël des infrastructures et les pénuries de médicaments avaient empêché la prise en charge du petit garçon. Malheureusement, son hospitalisation à Bucarest est arrivée trop tard. Pour sa famille, elle surmonte le deuil, navigue entre les procédures administratives et inscrit ses enfants à l'école roumaine. Alors que leur scolarité avait été interrompue plus d'un an auparavant, en même temps que leur quotidien avait basculé, ils et elles retrouvent enfin le rythme d'une vie d'enfant.

De l'intégration à l'inclusion

L'intégration des enfants réfugié·es a pris une dimension particulière en Roumanie après l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine, en février 2022. Immédiatement, des mesures d'urgence ont été prises pour faciliter l'installation des familles – 220 000 Ukrainien·nes ont à ce jour une protection temporaire sur le territoire, dont 26% d'enfants. Dès mars 2022, un statut d'«auditeur·ice» leur permet de suivre les cours à l'école roumaine de façon flexible, sans y être évalué·es. «L'idée est de leur laisser le temps de se familiariser avec la langue et la façon d'enseigner», explique Maricica Ciubara, conseillère éducative pour l'Unicef. «L'intégration à l'école n'est en soi qu'une formalité administrative, le plus important c'est l'inclusion, le fait que l'enfant se sente à sa place dans la communauté scolaire.»

Anastasiia Tryfonova, 15 ans, vient de Kilia, une ville ukrainienne sur le bord du Danube. Quand à l'hiver 2022 ses cours en ligne sont sans cesse perturbés par les alertes aériennes et les coupures d'électricité, sa mère, Liubov, emmène la famille dans la toute proche Roumanie. Un choix pour leur sécurité et «pour le futur». «J'avais hâte d'être en classe après tout ce temps passé derrière mon écran, mais j'ai vite réalisé que communiquer était vraiment difficile», se souvient



Une salle de classe dans l'école n° 95, dans le sud de Bucarest, qui accueille des élèves ukrainien·nes. KAR

Anastasiia, qui a dû apprendre à «interpréter les gestes et les intonations» et peu à peu, le roumain. «Quand on n'a pas le choix, on apprend plus vite», dit l'adolescente, désormais bilingue. Sahar abonde: pour ses enfants aussi, les débuts étaient laborieux. «Ils ne comprenaient pas l'humour de leurs camarades et on les regardait bizarrement, ils étaient discriminés à cause de leur couleur de peau», confie-t-elle.

Le bouche à oreille entre parents et les recommandations des autorités permettent à de nombreux enfants de même nationalité d'être scolarisés dans les mêmes établissements. Dans le sud de Bucarest, l'école n° 95 accueille près de 70 Ukrainien·nes, et 40 autres sont prochainement attendu·es. Un hub éducatif y avait été mis en place au début de la guerre, soutenu par des organisations internationales. Alors que la plupart des enfants continuaient leur scolarité en ligne avec leurs professeur·es ukrainien·nes, ces espaces de socialisation en ukrainien rassuraient les parents. Mais la guerre se prolongeant, Maricica Ciubara observe que ces derniers «ont appris à faire confiance au système roumain», lequel comptait 23 324 enfants ukrainien·nes sur ses bancs l'an dernier.

«L'attitude de l'enseignant·e est cruciale pour mettre l'enfant à l'aise et identifier ses besoins», souligne Gabriel Barbu, principal de l'école n° 95 et professeur d'histoire. Il évoque cet élève, originaire du Donbass, qui «se cachait sous la table dès qu'une ambulance passait dans la rue

d'à côté». Pour gérer ces situations, des formations mettant l'accent sur la prise en compte des vulnérabilités ont été dispensées à des professeur·es et médiateur·ices à travers le pays. Lorsqu'elle enseigne le roumain aux Ukrainien·nes, Maricica Ciubara évite ainsi d'employer certains mots comme «papa» ou «maison», qui ont tendance à «réveiller des traumatismes». «Beaucoup ont un père au front et n'ont pas revu leur maison depuis longtemps, voire n'en ont plus du tout», rappelle-t-elle.

Moyens limités

A quelques kilomètres, à l'école n° 145, le principal, Mircea Berindei, une chemise colorée à rayures sur le dos, court partout. Avec plus de 500 élèves de la maternelle au collège, «il y a toujours quelque chose à gérer», glisse-t-il entre deux rendez-vous. L'établissement accueille une centaine d'enfants réfugié·es de Gaza, aux côtés de Roumain·es, dont un grand nombre de Roms, et d'enfants issus de l'immigration, de Syrie, d'Irak, du Liban... Certain·es professeur·es ont pris l'habitude de traduire les supports éducatifs en arabe, d'autres comptent sur les enfants bilingues pour expliquer à leurs camarades. «On fait de notre mieux, avec le peu de ressources que l'on a», résume le jeune directeur.

Dans cette école où l'équipe éducative lutte déjà contre un taux élevé d'absentéisme – avec des résultats positifs – avec des résultats positifs, tient à souligner M. Berindei –, la faible implication des autorités est regrettée. La gestion des émotions et des traumatismes

des enfants réfugié·es, qui s'expriment dans certains cas par «la violence» ou «un rejet de l'apprentissage du roumain», nécessite un accompagnement particulier, qui «inclut à la fois l'enfant et les parents». S'il a bien une conseillère scolaire dont c'est le rôle, celle-ci «n'est disponible que trois jours par semaine et ne parle pas arabe, c'est loin d'être suffisant», soupire le directeur.



«Quand on n'a pas le choix, on apprend plus vite»

Anastasiia Tryfonova

Avec environ 3% de son PIB investi dans l'éducation, la Roumanie se classe dernière de l'Union européenne en la matière – la moyenne des Vingt-Sept s'établissant à 4,7%. Un sous-investissement que dénoncent régulièrement les professeur·es qui exercent dans des conditions précaires marquées par de faibles salaires, des classes toujours plus

nombreuses et un emploi du temps chargé. «Ils et elles ne se sentent pas considéré·es», pointe Andreea Archip, journaliste experte en éducation.

Dès lors, pour les écoles qui n'ont pas les moyens de recruter ni de former du personnel, «l'accueil et l'intégration des enfants réfugiés est un défi supplémentaire» et repose principalement sur l'engagement d'organisations internationales et d'ONG roumaines. Si celles-ci compensent le manque de services publics en proposant des cours de langue, des activités extrascolaires ou un soutien psychologique, la journaliste rappelle qu'il existe de «fortes inégalités» entre les zones rurales et les villes.

Des inégalités, aussi, entre réfugié·es, estime Fawzia Rehejeh, fondatrice du Centre culturel arabe de Sibiu. Avec son association, elle a épaulé plusieurs familles palestiniennes à leur arrivée en Roumanie et s'indigne qu'au vu de leur petit nombre, les mères gazaouies ne reçoivent pas davantage de soutien. «On les contraint à venir seules avec un enfant malade et d'autres en bas âge dont elles doivent s'occuper, mais on ne fait rien pour les aider», dénonce-t-elle. Un constat qui incite certain·es citoyen·nes à se mobiliser, comme Mara Vasile et Ahmad Salah, fondateur·ices de l'association Bucuria de a Darui (Joie de donner). Cette rentrée, les deux ont équipé en fournitures scolaires 147 Gazaoui·es. Un travail bénévole qui ne saurait remplacer un soutien institutionnel. D'autant plus que l'adaptation à

l'école des enfants a des conséquences sur la capacité de leurs parents à trouver un emploi et à prendre des cours de langue, l'arrivée en Roumanie allant de pair avec des difficultés économiques et un sentiment de déclassement.

Etre en sécurité

«On avait une vie confortable en Ukraine, raconte Liubov Tryfonova. Ici, le salaire de mon mari qui est marin n'est pas suffisant pour subvenir aux besoins de cinq personnes, la vie est bien plus chère.» La mère de famille s'est donc lancée à son compte et a ouvert une entreprise de nettoyage avec le soutien d'une ONG dont elle a obtenu une bourse. Comme elle, Sahar, qui, à Gaza, accompagnait des personnes en situation de handicap, a trouvé un emploi de femme de ménage. Un revenu qui ne lui permet toutefois pas de payer d'activité extrascolaire à ses enfants. «C'est comme ça, on a au moins gagné la sécurité», tranche-t-elle, reconnaissante de pouvoir «marcher dans la rue sans crainte».

Dans la voix de chacune transparaît l'angoisse de savoir leurs proches encore menacés. Le mari de Sahar, déplacé à plusieurs reprises, vit actuellement sous une tente à Al-Mawasi, dans la bande de Gaza. Leur maison a été détruite. Les parents de Liubov, quant à eux, à Izmail, dans le sud de l'Ukraine, ont vu un drone Shahed tomber dans leur cour à la fin de l'été. «Eux relativisent, moi ça m'empêche de dormir», conclut-elle. I

*Le prénom de Sahar a été modifié à sa demande.